

# LE MYSTÈRE MACRON

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

Emmanuel Macron, candidat à l'élection présidentielle, séduit les foules, déborde de confiance en son destin personnel et se voit accéder au deuxième tour face à Marine Le Pen. Ses adversaires et les experts patentés de ce qu'il dénonce être « le système » critiquent le flou de ses propositions, son « absence de programme », et l'ambiguïté de sa position ni à droite ni à gauche, mais « en marche ».

Or, ce Rastignac de 39 ans venu d'Amiens pour partir à la conquête de la plus haute fonction républicaine, ne se limite pas à ces petites phrases dont les médias sont friands, surtout lorsqu'elles sont inappropriées comme lorsqu'il a déclaré à Alger que la colonisation avait été un « crime contre l'humanité ». Cet homme cultivé devrait avoir le sens des mots et réserver le « crime contre l'humanité » aux génocides : l'extermination des Juifs par la solution finale de Hitler et Eichmann, les massacres d'Arménie ou du Rwanda. La colonisation a été une faute, pour laquelle la France doit reconnaître son erreur. La France a commis des crimes de guerre durant la guerre d'Algérie. Mais je ne la crois pas coupable de crime contre l'humanité.

Emmanuel Macron a écrit l'an dernier un livre intitulé « Révolution ». Ce livre est une profession de foi en lui-même et dans l'énergie réformatrice des Français. Est-ce l'esquisse d'un programme ? La réponse est affirmative, à l'évidence, puisque les grands sujets sont balayés tout à tour, comme on le verra dans un instant. La vraie question est celle de savoir si le titre ambitieux mais ambigu traite de la « révolution » d'une planète qui revient à son point de départ après avoir fait le tour du soleil ou d'un « changement brusque et important dans l'ordre social, moral » (dictionnaire Robert). Le choix n'est pas évident entre le « tout changer pour ne rien changer » du Guépard de Lampedusa, et la révolution authentique, celle de 1789 ou, à la rigueur, du programme du Conseil National de la Résistance cité en bonne place pour son audace davantage que pour son actualité.

Prenons les trois sujets privilégiés dans des Lettres précédentes : l'École, l'Emploi, et l'Europe. Faute de place, seront laissés de côté d'autres sujets passionnants comme la laïcité, la protection sociale, le terrorisme, la ruralité, les villes moyennes, etc.

L'école est, dit-il, le « combat premier ». Le diagnostic est lucide sans être vraiment original : un cinquième des élèves quittent l'école primaire sans savoir lire, écrire ni compter ; 100 000 jeunes sortent chaque année de notre système sans diplôme ni formation ; l'apprentissage est très en retard sur l'Allemagne.

Le blocage principal viendrait du « mode de gestion des mouvements de professeurs, cogérés entre l'administration et les syndicats nationaux de façon technocratique » et de l'inflation des circulaires qui paralysent l'initiative locale.

« Tout tient en réalité à la confiance qu'on accorde aux acteurs de terrain », aux enseignants au premier chef. Pour « faire plus pour les élèves qui ont moins », il faudrait attirer les meilleurs enseignants en les payant mieux, dédoubler les classes dans les quartiers prioritaires, confier l'enseignement professionnel aux Régions plutôt qu'à l'Éducation nationale. Certes, les propositions sont précises (jusqu'à l'ouverture des bibliothèques universitaires le samedi), mais comment les mettre en œuvre mieux que par le passé ?

Sur l'emploi, la thérapeutique est encore plus classique. Investir dans « le capital humain », expression peu courante dans les meetings mais fréquente dans les livres d'économie orthodoxe. Et restaurer les marges des entreprises en allégeant les charges patronales : Crédit d'Impôt Compétitivité Emploi pérennisé en baisse des cotisations patronales des entreprises, en allant même au-delà. L'ISF (impôt de solidarité sur la fortune) ne devrait pas décourager les talents : le candidat a dit depuis qu'il en limiterait l'assiette aux seules propriétés immobilières, épargnant complètement les portefeuilles d'actions. La « Lettre » précédente a montré que le CICE, dont Macron assume fièrement la paternité, avait eu des résultats non seulement médiocres sur l'emploi mais aussi sur le déficit des échanges extérieurs de produits industriels, pour un coût exorbitant.

Sur l'Europe, l'auteur commence en fanfare, « l'austérité n'est pas un projet », et suggère que la zone euro se dote de son propre budget, géré par un ministre des finances, et que cette zone emprunte solidairement des sommes beaucoup plus considérables que le plan Juncker actuel pour investir massivement dans l'équipement en fibre, les énergies renouvelables, le transport et le stockage de l'énergie, l'éducation, la formation et la recherche. Tous ces investissements d'avenir seraient sortis des normes sur la dette du Pacte de stabilité et de croissance. Il insiste sur la volonté de définir avec l'Allemagne sur dix ans un dispositif européen de sécurité et de défense, avec ou sans les Etats-Unis, sans faire le lien (qu'a esquissé Benoît Hamon) entre sécurité partagée et investissement stimulé.

Or, la vraie difficulté est de convaincre le gouvernement allemand, actuel ou futur, de changer de stratégie européenne, de cesser d'accumuler des excédents commerciaux absurdes au détriment de ses partenaires, et d'imposer une déflation tragique (en clair une baisse de pouvoir d'achat des États et des populations) à ses partenaires affaiblis, la Grèce au premier chef. Quand on voit que le FMI lui-même recommande d'annuler une partie de la dette grecque, que le ministre des Finances allemand le refuse et exige des sacrifices supplémentaires pour payer une dette insoutenable, on se dit que l'euro et donc l'Europe sont en danger de mort !

Comment Emmanuel Macron entendrait-il convaincre M. Schauble ? C'est très clair : « À l'été 2017, nous devons présenter la stratégie de réformes de modernisation du pays et le plan quinquennal de baisse des dépenses courantes en les mettant en œuvre sans délais ». Dès l'été 2017, l'État devrait donc probablement réduire les transferts aux collectivités locales, des prestations versées aux ménages (l'aide personnalisée au logement est citée ailleurs comme mal ciblée et coûteuse),

apparemment pas les transferts aux entreprises, et pèserait peut-être sur la masse salariale des fonctionnaires

Avec une franchise indéniable, le candidat nous explique qu'il faut prolonger la politique budgétaire suivie depuis cinq ans et même l'accentuer par un nouveau coup de frein à l'été, pour être crédible à Berlin.

Circonstance aggravante, qu'il n'évoque pas parce que la hausse des taux d'intérêt est survenue après la sortie de son livre, mais qu'il aurait pu anticiper : les taux d'intérêt vont remonter et peser lourdement sur les dépenses de l'État. Un récent rapport Pébereau sur la dette rappelle que la baisse des taux depuis 2005 a permis de doubler le volume de la dette sans payer davantage d'intérêts (Les Échos 15.02.17). Comme les taux remontent aux Etats-Unis et le feront davantage du fait des vastes emprunts du président Trump pour retaper les infrastructures de son pays et ainsi créer de l'emploi, une épée de Damoclès de dizaines de milliards d'euros menace le budget de l'État dans les mois ou les années à venir.

En fait, quel qu'il soit, le prochain président français ne sera pas à la noce budgétaire. Soit il impose un nouveau train d'austérité (Macron ou Fillon), soit il part dans le décor (Mélenchon ou Le Pen), soit il remet en cause les aides inconditionnelles aux entreprises et négocie avec l'Allemagne un paquet « sécurité contre relance » à l'échelle européenne (Hamon ?).

Il est clair que les marges d'initiative du prochain président seront limitées dans le champ des chiffres. C'est sur le qualitatif qu'il pourra le plus agir, s'il le veut et s'il le peut. Emmanuel Macron n'est pas vraiment révolutionnaire dans la transformation des institutions : il propose de limiter les cumuls de mandats dans le temps et « d'introduire davantage de proportionnelle », mais pas le vote des étrangers non européens aux élections locales.

Il a des propos intéressants mais très convenus sur la réforme indispensable de l'État qui ne « doit plus être le tuteur du corps social jugé, de manière arbitraire, faible et incapable par lui-même de réaliser le bien ». Mais suffit-il de se placer sous le patronage de De Gaulle et Mendès France pour fonder la République moderne ?

Selon une formule heureuse qu'il manie si bien : « L'essentiel est, avant tout, le bois dont les hommes sont faits ». De quel bois est fait Emmanuel Macron ? Du « chêne que l'on abat » façon de Gaulle, du « chêne et de l'olivier », façon Mitterrand, ou du peuplier qui grandit vite mais dont le bois est tendre ?

Il écrit aussi : « Le passé est le début de notre avenir ». Sa loyauté à éclipses et son action critiquable à l'Élysée et au gouvernement (CICE, autobus anti-SNCF et autres réformes mineures) n'éclairent pas le mystère de l'avenir d'Emmanuel Macron.

17 février 2017